

## « La bioénergie est prometteuse pour les agriculteurs et pour les collectivités rurales »

Chers collègues,

La bioénergie retient de plus en plus d'attention des organisations nationales et internationales. Comme il s'agit d'un nouveau débouché de marché pour les agriculteurs, les organisations agricoles doivent veiller à ce que leurs membres en bénéficient. Nous ne pouvons nous permettre de rater le coche. Certains pays ont déjà commencé à mettre en place des stratégies et systèmes solides, comme les États-Unis et la Communauté européenne. D'autres suivront et, pour les agriculteurs, le moment est donc venu de convaincre leurs gouvernements de veiller à mettre en place une stratégie qui garantira le développement global des régions rurales, ainsi que la réduction de la pauvreté, sans oublier l'option de produire la bioénergie.

Dans ce débat, on entend trop souvent dire que la production de bioénergie augmente le coût de l'alimentation pour les pauvres. Eh bien, en fait, c'est surtout dans les régions rurales que sévit la pauvreté et, dans la plupart des cas, chez les agriculteurs. Depuis trop longtemps, le prix de l'alimentation est trop bas, et les agriculteurs du monde entier en souffrent gravement ; ce phénomène est également source de pauvreté, surtout dans les pays en développement. Si le développement de la bioénergie aide les agriculteurs à tirer un meilleur prix de leurs produits, la subsistance de leurs familles et des collectivités rurales en bénéficiera également. La hausse des prix des produits alimentaires risque de nuire aux pauvres des régions urbaines, mais c'est là un problème qu'il incombera aux gouvernements, et non aux agriculteurs, de régler.

La demande accrue de cultures agricoles aux fins de production de biocarburants a affermi les prix ; elle a également réduit les excédents, ainsi que le dumping de ces excédents sur des marchés tiers à des prix inférieurs au coût de production. Si les prix agricoles augmentent, les petits exploitants des pays en développement deviennent plus concurrentiels sur leurs propres marchés, ainsi que sur les marchés d'exportation. C'est là l'occasion d'accéder à la rentabilité et de faire renaître les collectivités agricoles.

L'amélioration du revenu dans les régions rurales est la meilleure façon de lutter contre la pauvreté. Les agriculteurs peuvent produire des aliments, des fibres ou de la bioénergie, selon la demande du marché. Ce qui leur importe, c'est d'améliorer leur revenu afin d'assurer un bon niveau de vie à leur famille et à leur collectivité rurale. Il ne revient pas aux agriculteurs de gérer les conséquences sociales qu'entraîne tel ou tel choix d'utilisation de leurs produits. De toute évidence, cette question les préoccupe à titre de citoyens de leur pays, mais il incombe aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour aider les pauvres afin qu'ils puissent se permettre d'acheter les aliments dont ils ont besoin. La responsabilité des agriculteurs consiste à assurer une production de qualité supérieure, en recourant à de bonnes méthodes agricoles qui, entre autres, respectent l'environnement. Depuis trop longtemps, les gouvernements entretiennent un préjugé urbain qui favorise une politique d'« alimentation bon marché ». Aujourd'hui, les gouvernements doivent envisager les choses dans une perspective plus large.



La production de bioénergie par les exploitations familiales ne menace en rien la production alimentaire. Il s'agit d'un marché supplémentaire pour les produits agricoles. La production de bioénergie ne remplacera pas la production alimentaire. Toutefois, elle contribuera à doser la concentration des marchés, à améliorer l'activité économique et à réduire la pauvreté dans les régions rurales. Veillons donc à ce que les gouvernements s'emploient surtout à exploiter toutes les possibilités de développement rural.

**Jack Wilkinson**  
**Président de la FIPA**